



## **Compte rendu sommaire du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)**

Séance du 11 décembre 2020, à distance

Le onze décembre deux mille vingt, à 14h30, le Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole, dûment convoqué le quatre décembre deux mille vingt, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de délégués présents ou représentés : 65 (dont 7 pouvoirs)

### **Étaient présents :**

**Titulaires (48) :** Frederic Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers) jusqu'à 11h26, Bruno Tudor (Bagneux), Michèle Vasic (Bezons), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Vincent Mezure (Bougival), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne) départ à 11h43, Marie-Hélène Magne (Charenton), Andy Kangoud (Chatillon), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) jusqu'à 11h30, Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Ingrid Adelaïde-Beaubrun (Le Bourget), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Alexandrine Mounier (Nanterre), Antoine Gugeon (Nogent sur Marne), Florent Lacaille Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), Pierrick Amella (Pantin), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frederic Sgard (Rueil Malmaison), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis) jusqu'à 11h30, Christophe Piercy (Saint-Denis), Michel Budakci (Saint-Maurice), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Emmanuel Lion (Versailles), Robin Louvigné (Vincennes), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), Henri Carratella (Grand Paris Grand Est), Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Ibrahima Traore (Val-de-Marne), Yann Wehring (Ile-de-France) ;

**Suppléants avec voix délibératives (10) :** Ines Guibert (Courbevoie), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Sylvie Meligne (Créteil), Françoise Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Matthieu Devriendt (Montrouge), Olivier Damas (Saint-Mandé), Laurent Monjole (Saint-Cloud), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Antoine Dupin (Grand Paris Seine Ouest) ;

**Suppléants sans voix délibératives :** Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Lauriane Teyssier (La Garenne Colombes), Monique Gascoin (Noisy-le-Sec) ;

**Excusés ayant donné pouvoir (7) :** Gabriel Galliot (Le Blanc Mesnil) donne pouvoir à Frederic Sitbon, Samuel Besnard (Cachan) donne pouvoir à Bruno Tudor, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) donne pouvoir à Patrice Pattée, François Vauglin (Paris) donne pouvoir à Sylvain Raifaud, Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest) donne pouvoir à Bertrand-Pierre Galey, Isabelle Debré (92) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Patrick Ollier (Métropole du Grand-Paris) donne pouvoir à Sylvain Raifaud ;

**Excusés :** Lea Ikkache (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Nicolas Moreau (Vaucresson), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Antoine Pirolli (Grand Paris Grand Est) ;

**Assistaient également à la séance :** Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Nathalie Couram, Responsable de l'administration générale et des RH, Fatima Ulrich, chargée de la communication, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

**Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 19 octobre 2020
2. Approbation de la séance à huis-clos ;
3. Adoption du règlement intérieur du Comité syndical et du Bureau ;
4. Adoption du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres ;
5. Adoption du règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
6. Adoption de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' ;
7. Approbation du Budget Supplémentaire n°1 du Budget Principal 2020 ;
8. Approbation du Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 ;
9. Modification des montants des contributions 2020 au Syndicat ;
10. Approbation des montants des contributions 2021 au Syndicat ;
11. Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib' de la commune de Châtillon ;
12. Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib' de la commune de Saint-Ouen ;
13. Donnant mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne pour procéder à la négociation d'un contrat groupe d'assurance statutaire ;
14. Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel et du Complément Indemnitaire (RIFSEEP : I.F.S.E. et C.I.A) pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux de la filière technique ;
15. Modification de l'attribution des titres restaurants au personnel du Syndicat.

Le Président a ouvert la séance à 11 heures 10 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 19 octobre 2020

**Le Président** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole du 19 octobre 2020.

*Pour (2 467,303): Asnières-sur-Seine (23), Aubervilliers (14), Bagneux (14), , Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), ;*  
*Abstention (3) : Bezons (3);*  
*Contre (0).*

**Le procès-verbal** du Comité Syndical Autolib' et Velib' Métropole du 19 octobre 2020 est adopté.

2. Approbation de la séance à huis clos (délibération 2020 28)

Le I de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 autorise la réunion à distance de l'organe délibérant pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Du fait de l'état d'urgence sanitaire et des contraintes de déplacement maintenues pour l'ensemble de la population afin de limiter la propagation du Covid-19, la séance du comité syndical du 11 décembre 2020 se tient en visioconférence.

Le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 précise que dans ce cadre, "*l'assemblée délibérante peut également continuer à décider de se réunir à huis clos*".

De plus, l'article 9-4 des statuts du Syndicat Autolib' et Velib' métropole, stipule : « ..les séances du Comité syndical sont publiques. Toutefois, à la demande du/de la président(e) ou de cinq au moins de ses membres, le Comité syndical peut décider, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, de se tenir à huis clos... »

Du fait des difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat, je vous propose que la séance se déroule exceptionnellement à huis clos. Toutefois, le compte-rendu et le procès-verbal de la séance ainsi que la publicité des délibérations seront régulièrement assurés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la loi n°2020-1379 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire du 14 novembre 2020 ;

Vu l'article 6 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 et le rapport de présentation de l'ordonnance n° 2020-391 ;

Considérant la tenue en visioconférence de la séance du Comité syndical du 11 décembre 2020,  
Considérant les difficultés pratiques et matérielles connues dans le cadre des règles actuelles de prévention sanitaire pour le personnel du Syndicat ;

**Le Président** soumet à l'approbation des membres la séance à huis clos.

*Pour (2 456,303): Asnières-sur-Seine (23), Aubervilliers (14), Bagneux (14), Bezons (3), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Nogent sur Marne (7), Noisy-le-Sec (5), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Villejuif (21), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), ;  
Abstention (14) : Vitry-sur-Seine (14) ;  
Contre (0).*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE**, de se réunir exceptionnellement à huis clos.

### 3. Adoption du règlement intérieur du Comité syndical et du Bureau (délibération 2020 29)

Le Code Général de Collectivités Territoriales prévoit que « Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. ». Or, le Syndicat est assimilé à une commune de plus de 40 000 habitants et a compétence pour agir sur l'ensemble du territoire métropolitain parisien.

Ce projet de règlement intérieur reprend le règlement adopté en 2014, lors du précédent renouvellement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu l'article L2121-8 du CGCT modifié ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Considérant l'obligation pour le Comité syndical d'établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation ;

Considérant que le projet de règlement intérieur a été examiné en Bureau lors de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité**, son règlement intérieur ci-annexé.

#### 4. Adoption du règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres (délibération 2020 30)

A la suite du renouvellement de la Commission d'Appel d'Offres faisant suite au renouvellement du Comité syndical, il est nécessaire de délibérer le règlement du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres.

Il reprend les grandes lignes du règlement délibéré en 2017 et respecte les dernières modifications du CGCT introduites par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;

Vu l'article L1414-1 et suivants du CGCT ;

Considérant que le Syndicat doit définir les règles de fonctionnement de sa propre C.A.O. dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération ;

Considérant que le projet de règlement intérieur de la C.A.O. a été examiné par le Bureau syndical lors de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité**, son règlement intérieur ci-annexé.

#### 5. Adoption du règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (délibération 2020 31)

Par délibération 2009 010 du 24 septembre 2009, le Syndicat Mixte Autolib' Métropole a institué la Commission Consultative des Services Publics Locaux, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Dans le cadre du marché Velib' exploité en régie dotée d'une autonomie financière, la commission réunit annuellement ses membres dont l'expertise permet de rendre avis et remarques sur sa gestion.

A la suite du renouvellement du Comité syndical, il est nécessaire de délibérer le règlement du fonctionnement de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Il reprend les orientations du règlement délibéré lors de la précédente mandature.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L1413-1 ;*

Vu l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Considérant que le Syndicat doit définir les règles de fonctionnement de sa CCSPL dans le cadre d'un règlement intérieur adopté par délibération ;

Considérant que le projet de règlement intérieur de la CCSPL a été examiné par le Bureau syndical lors de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité**, son règlement intérieur ci-annexé.

6. Adoption de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' (délibération 2020 32)

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Velib' initié par Paris et étendu dans 30 communes dans un rayon de 1,5Km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Dans cette optique, la Métropole du Grand Paris a adhéré au Syndicat le 6 mars 2017 afin d'une part d'être associée à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2018 et d'autre part, de participer au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib'. Une convention a été signée entre le Syndicat et la Métropole du Grand Paris le 20 décembre 2017 définissant ainsi les conditions de financement du service Velib' Métropole par la Métropole.

Après une première phase de déploiement de 1402 stations Velib' dont 392 stations installées dans les communes adhérentes hors Paris et en raison du succès croissant du service public Velib' auprès des usagers, il est envisagé la réalisation de nouvelles stations et l'extension du service, en dehors de Paris, sur de nouvelles collectivités adhérentes au Syndicat.

La Métropole du Grand Paris a adopté un plan de relance le 15 mai 2020 prévoyant l'extension du service Vélib' en permettant la création de 100 nouvelles stations d'ici 2022.

Aussi, pour répondre aux demandes d'extension et de développement du service Velib' formulées par les communes de la Métropole du Grand Paris d'une part, et prendre en compte les modalités de financement de nouvelles stations Velib' telles qu'organisées dans

le marché 201701-1 conclu entre le syndicat et la société SMOVENGO pour la conception, la fabrication, la pose, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, il est nécessaire de modifier par voie d'avenant l'article 2 de la convention initiale liant le syndicat à la Métropole du Grand Paris portant sur la participation financière de la métropole du Grand Paris.

Le projet d'avenant proposé vise à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain.

Le montant de la participation financière de la Métropole du Grand Paris, pour les nouvelles stations commandées et implantées sur son territoire hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations, est de 10 000€ par an et par station, en moyenne sur la durée restante du marché, avec 55 000 € l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

La Métropole du Grand Paris finance ainsi l'investissement majoré de la première année, conformément au plan de relance. Sa participation est versée en une ou plusieurs fois, selon un échéancier établi chaque année.

La présente délibération a pour objet d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi et d'autoriser le Président du Syndicat à signer cet avenant n°1 de la convention de financement et de suivi.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles créant la Métropole du Grand Paris ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République renforçant le statut de la Métropole du Grand Paris ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;

Vu la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole, signée le 20 décembre 2017 ;

Vu la délibération de la Métropole du Grand Paris CM2020/12/01/10 du 1<sup>er</sup> décembre 2020 portant approbation du projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat mixte Autolib' Velib' métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' Métropole visant à préciser les conditions du soutien financier de la Métropole du Grand Paris à cette nouvelle phase de déploiement du service Velib' pour 100 stations sur le territoire métropolitain, annexé à la présente délibération ;

Considérant la compétence de la Métropole du Grand Paris en matière de mise en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable ;

Considérant l'adhésion en date du 6 mars 2017 de la Métropole du Grand Paris au Syndicat permettant d'une part de l'associer à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et d'autre part, sa participation au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib' ;

### **Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : APPROUVE à l'unanimité** les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération :

La participation financière de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du syndicat, conformément à l'article 14 des statuts, est arrêtée à un montant de 100 000 euros par an,
- La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence «Velib'», conformément à l'article 8-3 des statuts, est définie selon deux modalités :

- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1er janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station,
- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50 % du nombre des stations financées.

Cette participation est versée en une ou plusieurs fois selon un échéancier établi chaque année entre les directions financières de la Métropole du Grand Paris et du Syndicat.

**Article 2: AUTORISE** le Président du Syndicat à signer cet avenant n°1 à la convention de financement et de suivi.

#### 7. Approbation du Budget Supplémentaire n°1 du Budget Principal 2020 (délibération 2020 33)

Le budget supplémentaire, est établi généralement au second semestre de l'année, et a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent.

En effet, le budget 2020 a été voté en séance le 19 décembre 2019, ainsi l'exécution budgétaire 2019 n'étant pas clôturée, les résultats de l'exercice 2019 du budget principal n'ont pu être repris, lors de l'élaboration du Budget primitif 2020.

Le compte de gestion 2019, le compte administratif 2019 et la délibération d'affectation du résultat 2019 ont été approuvés en séance le 10 juin 2020.

Les résultats de l'exécution 2019 étant désormais approuvés, il convient d'une part d'intégrer au budget ces résultats budgétaires et d'autre part d'opérer un ajustement budgétaire au niveau de l'annuité d'emprunt afin d'éviter un dépassement du chapitre.

Cette intégration des résultats 2019 au budget supplémentaire permet en outre de réviser sensiblement la contribution initiale des Collectivités pour l'année 2020 passant ainsi de : **5 900 € à 5 150 € soit : -750 € par station.**

En outre, conformément aux dispositions spécifiques imposées par la comptabilité publique, relatives aux provisions pour risques et litiges, il convient d'approuver dans le cadre de ce budget supplémentaire, la constitution de l'annuité 2020 soit 4 M€.

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse des prestations de service : - 2,50 €
- Augmentation des intérêts réglés à l'échéance : + 2,50 €

En recettes de fonctionnement :

- Excédent de fonctionnement reporté : + 829 152,02 €
- Remboursement sur rémunérations : + 6 347,98 €
- Baisse des contributions des collectivités : - 835 500 €

Le budget de fonctionnement total de l'exercice après le présent BS n'est pas modifié soit : **10 890 445,45 €.**

En dépenses d'investissement :

- Solde d'exécution 2019 négatif reporté : + 1 316 704,16 €



- Augmentation du dépôt de garantie dû à la revalorisation de loyer : + 451,15 €
- Baisse des concessions, droits similaires : - 451,15 €

En recettes d'investissement :

- Excédent de fonctionnement capitalisé : + 1 316 704,16 €

Le budget d'investissement total de l'exercice après le présent BS s'en trouve modifié passant de **4 656 910,45 €** à **5 973 614,61 €**.

Ainsi, après l'affectation des résultats 2019 au budget supplémentaire 2020, l'ajustement budgétaire opéré au niveau de l'annuité des intérêts d'emprunt, et l'ajustement consécutif à la revalorisation du dépôt de garantie, les recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement énoncées dans le cadre de ce budget supplémentaire seront en équilibre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2019-37 du 19 décembre 2019 adoptant le budget principal 2020 ;

Vu la délibération 2020-04 du 10 juin 2020 adoptant le compte de gestion 2019 ;

Vu la délibération 2020-05 du 10 juin 2020 adoptant le compte administratif 2019 ;

Vu la délibération 2020-06 du 10 juin 2020 adoptant l'affectation du résultat 2019 au budget principal 2020 ;

**Le Président** soumet à l'approbation des membres du budget supplémentaire n°1 du budget principal 2020.

*Pour (2 449,303): Asnières-sur-Seine (23), Bagneux (14), Bezons (3), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), ; Abstention (10) : Maisons-Alfort (10) ; Contre (0).*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : ADOPTE** le budget supplémentaire suivant :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
002	002				829 152,02€
013	6419				6 347,98€
011	74748			835 500€	
66	61111		2,50€		
011	611	2,50€			
<b>TOTAL</b>		<b>2,50€</b>	<b>2,50€</b>	<b>835 000€</b>	<b>835 000€</b>

Section d'investissement :

	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
001	001		1 316 704,16€		
10	1068		451,15€		1 316 704,16€
27	275				
20	2051	451,15€			
<b>TOTAL</b>		<b>451,15€</b>	<b>1 317 155,31€</b>		<b>1 316 704,16€</b>

**Article 2 : APPROUVE** la constitution de l'annuité 2020 relative à la provision pour risques et litiges d'un montant de **4 M€** conforme à l'inscription budgétaire sur la nature 6815.

8. Approbation du Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 (délibération 2020 34)

Le budget supplémentaire, est établi généralement au second semestre de l'année, et a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent.

En effet, le budget 2020 a été voté en séance le 19 décembre 2019, ainsi l'exécution budgétaire 2019 n'étant pas clôturée, les résultats de l'exercice 2019 du budget annexe n'ont pu être repris, lors de l'élaboration du Budget primitif 2020.

Le compte de gestion 2019, le compte administratif 2019 et la délibération d'affectation du résultat 2019 ont été approuvés en séance le 10 juin 2020.

Les résultats de l'exécution 2019 étant désormais approuvés, il convient d'une part d'intégrer au budget ces résultats budgétaires et d'autre part d'opérer plusieurs ajustements budgétaires notamment, sur le montant du marché et de l'intéressement à reverser au titulaire du marché ainsi qu'au niveau des recettes usagers et des contributions des Collectivités.

En outre, compte tenu du niveau de recettes usagers de l'exercice bien supérieur à la prévision budgétaire initiale consécutif à l'engouement exponentiel des usagers pour le service, le Syndicat est en mesure d'engager dès 2020 des nouvelles actions visant à améliorer plus encore le service afin de répondre aux besoins croissants exprimés par les usagers :

- Versement d'un acompte de 25% sur 83 stations supplémentaires commandées.
- Augmentation de 5% du nombre de vélos à assistance électrique.

Il est à noter que les résultats de l'exploitation du service permettent non seulement d'engager ces nouvelles actions tout en minorant les contributions des Collectivités pour l'exercice 2020 passant ainsi d'une contribution initiale de 20 000 € par station à 19 825 € soit : -175 € par station.

En dépenses de fonctionnement :

- Hausse du montant du contrat à verser au titulaire du marché : + 21 922 € ;
- Augmentation du montant de l'intéressement à verser au titulaire du marché : + 134 328,00 € ;
- Acompte de 25% sur 83 nouvelles stations commandées : + 1 202 927,24 € ;
- Augmentation du nombre de vélos à assistance électrique : + 753 000 € ;
- Baisse du montant de l'indemnité Vélos volés : - 130 609 € ;
- Augmentation des charges exceptionnelles : + 14 000 € ;
- Baisse du virement à la section d'investissement : - 6 308,48 €.

En recettes de fonctionnement :

- Excédent de fonctionnement reporté : + 272 684,76 € ;
- Augmentation des recettes usagers : + 1 700 000 € ;
- Baisse des contributions des collectivités : - 473 425 € ;
- Baisse de la subvention de la Métropole du grand Paris : - 10 000 € ;
- Application de pénalités service incomplet : + 500 000 €.

Le budget de fonctionnement total de l'exercice après le présent BS s'en trouve modifié passant ainsi de **46 958 310,00 €** à **48 947 569,76 €**.

En recettes d'investissement :

- Résultat d'investissement 2019 reporté : 6 308,48 €.
- Baisse du virement de la section de fonctionnement : - 6 308,48 €.

Le budget d'investissement total de l'exercice après le présent BS est inchangé soit un montant total de **77 500,00 €**.

Ainsi, après l'affectation des résultats 2019 au budget supplémentaire 2020 et les différents ajustements budgétaires opérés, les recettes et dépenses de fonctionnement et d'investissement énoncées dans le cadre de ce budget supplémentaire seront en équilibre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2019-36 du 19 décembre 2019 adoptant le budget annexe régie Vélib' 2020 ;

Vu la délibération 2020-07 du 10 juin 2020 adoptant le compte de gestion 2019 ;

Vu la délibération 2020-08 du 10 juin 2020 adoptant le compte administratif 2019 ;

Vu la délibération 2020-09 du 10 juin 2020 adoptant l'affectation du résultat 2019 au budget annexe Velib' 2020 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 11 décembre 2020 ;

Considérant qu'il convient désormais de reprendre les résultats de l'exercice 2019 et ainsi d'ajuster les crédits inscrits au budget 2020 en section de fonctionnement et en section d'investissement en dépenses et recettes ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE unique : ADOPTE à l'unanimité** le budget supplémentaire suivant :

**Section de Fonctionnement :**

00	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611		21 922,00€		
011	6117		134 328,00€		
011	61120		1 202 927,24€		
011	619		753 000,00€		
011	6118	130 609,00€			
023	023	6 308,48€			
67	678		14 000,00€		
002	002				272 684,76€
70	70688				1 700 000,00€
74	74748			473 425,00€	
74	74758			10 000,00€	
77	7711				500 000,00€
<b>TOTAL</b>		<b>136 917,48€</b>	<b>2 126 177,24€</b>	<b>483 425,00€</b>	<b>2 472 684,76€</b>

**Section d'investissement :**

	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
001	001				6 308,48€
021	021			6 308,48€	
<b>TOTAL</b>				<b>6 308,48€</b>	<b>6 308,48€</b>

**9. Modification des montants des contributions 2020 au Syndicat (délibération 2020 35)**

Afin de garantir l'équilibre du budget principal, une contribution de 5 900 € par station arrêtée au 25 juin 2018 avait été votée lors de la séance du Comité syndical du 12 décembre 2019 :

- 2 300 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions ;

A la vue de l'exécution de l'année 2020, il est proposé d'abaisser le montant initialement voté de cette contribution pour le fonctionnement du Syndicat de 2 300 € à 1 550 € par station, soit : - 750 €.

Par conséquent, la contribution totale pour l'année 2020 sera de 5 150 € par station arrêtée au 25 juin 2018.

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la régie Velib' pour 2020 sont modifiés, compte tenu du niveau de recettes usagers supérieur à la prévision budgétaire, il est donc proposé d'abaisser le montant de la contribution initiale soit : -175€.

- Pour la Ville de Paris : 19 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

- Pour les collectivités hors Paris : 9 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-1, 8-2 et 14 ;

Vu la délibération n°2019-35 relative à l'approbation des montants des contributions 2020 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole du 12 décembre 2019 ;

Vu l'avis favorable du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation concernant l'article 2 ci-après ;

**Le Président** soumet à l'approbation des membres la modification des montants des contributions 2020 au Syndicat.

*Pour (2 447,303): Asnières-sur-Seine (23), Bagneux (14), Bezons (3), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), ;  
Abstention (10) : Maisons-Alfort (10) ;  
Contre (0).*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** que le montant de la contribution 2020 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 150 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 1 550 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

**Article 2 : DECIDE** que les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

- Pour les collectivités hors Paris : 9 825 € par station, soit 1 250 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 575 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

**Article 3 : DIT** que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

#### 10. Approbation des montants des contributions 2021 au Syndicat (délibération 2020 36)

S'agissant du budget principal, le Syndicat a résilié depuis le 25 juin 2018 la délégation de service public qu'il avait avec la société Autolib'.

Afin de couvrir les dépenses récurrentes (remboursement d'emprunt, charges de fonctionnement du Syndicat) et les provisions, il est proposé aux membres du Syndicat, une contribution en 2021 d'un montant de 5 150 € par station (1 550 € pour le fonctionnement et 3 600 € pour les provisions) et similaire à la contribution modifiée au budget supplémentaire 2020.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2021.

S'agissant du budget annexe Velib', les montants des contributions 2021 obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris: 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' ;
- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station ;
- Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment les articles 8-2, 8-3 et 14 ;

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

**Le Président** soumet à l'approbation des membres les montants des contributions 2021 au Syndicat.

*Pour (2 444,303): Asnières-sur-Seine (23), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Chatillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), ;*  
*Abstention (13) : Bezons (3), Maisons-Alfort (10) ;*  
*Contre (0).*

### **Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DECIDE** que le montant de la contribution 2021 pour l'exercice de la compétence Autolib' est fixé comme suit :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence : 5 150 € par station arrêtée au 25 juin 2018 au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

- 1 550 € pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € pour la couverture des provisions.

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2021.

**Article 2 : DECIDE** que les montants des contributions 2021 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 : la participation est de 10 000 euros par an par station. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans la limite de 100 stations : la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2021.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

**Article 3 : DIT** que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

11. Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib' de la commune de Châtillon (délibération 2020 37)

Conformément à l'article 2-2 des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, et notamment en termes de compétence optionnelle, le Syndicat a également pour objet l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de vélos en libre-service dénommé « Velib' ».

La Ville de Paris ayant accordé au Syndicat mixte une licence d'exploitation gratuite de la marque « Velib' », le Syndicat mixte exerce cette compétence, en lieu et place de ses membres qui lui en font la demande.

Le Conseil municipal de la commune de Châtillon, par délibération du 9 septembre 2020 a décidé de transférer la compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'.

Au 11 décembre 2020, les collectivités et les établissements publics adhérents à l'option Velib' du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole sont :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alfortville</li> <li>- Arcueil</li> <li>- Argenteuil</li> <li>- Asnières-sur-Seine</li> <li>- Aubervilliers</li> <li>- Aulnay-sous-Bois</li> <li>- Bagneux</li> <li>- Bagnole</li> <li>- Bois Colombes</li> <li>- Bondy</li> <li>- Bourg-la-Reine</li> <li>- Bry-sur-Marne</li> <li>- Cachan</li> <li>- Champigny-sur-Marne</li> <li>- Charenton-le-Pont</li> <li>- Choisy-le-Roi</li> <li>- Clamart</li> <li>- Clichy-la-Garenne</li> <li>- Colombes</li> <li>- Courbevoie</li> <li>- Fontenay-aux-Roses</li> <li>- Fontenay-sous-Bois</li> <li>- Gennevilliers</li> <li>- Gentilly</li> <li>- Ivry-sur-Seine</li> <li>- Joinville-le-Pont</li> <li>- Juvisy-sur-Orge</li> <li>- La Garenne-Colombes</li> <li>- Le Kremlin-Bicêtre</li> <li>- Le Plessis Trévise</li> <li>- Le Pré Saint-Gervais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Lilas</li> <li>- Levallois-Perret</li> <li>- Maisons-Alfort</li> <li>- Malakoff</li> <li>- Montreuil</li> <li>- Montrouge</li> <li>- Nanterre</li> <li>- Neuilly-sur-Seine</li> <li>- Nogent-sur-Marne</li> <li>- Noisy-Le-Sec</li> <li>- Pantin</li> <li>- Paris</li> <li>- Puteaux</li> <li>- Romainville</li> <li>- Rueil-Malmaison</li> <li>- Saint-Cloud</li> <li>- Saint-Denis</li> <li>- Saint-Mandé</li> <li>- Saint-Maur-des-Fossés</li> <li>- Saint-Maurice</li> <li>- Sceaux</li> <li>- Suresnes</li> <li>- Villejuif</li> <li>- Vincennes</li> <li>- Vitry-sur-Seine</li> <li>- Grand Paris Seine Ouest</li> <li>- Grand Paris Grand Est (sur les territoires de Livry-Gargan, Le Raincy, Rosny-sous-Bois)</li> <li>- Département du Val-de-Marne</li> <li>- La Métropole du Grand-Paris</li> </ul>
---	--



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
 Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;  
 Vu les statuts du Syndicat ;  
 Vu la délibération du Conseil municipal de Châtillon du 9 septembre 2020 ;  
 Considérant que pour adhérer à l'option Velib', la collectivité doit transférer sa compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la Ville de Châtillon au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

**Article 2 : APPROUVE** l'adhésion de la Ville de Châtillon à l'option Velib'.

12. Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Velib' de la commune de Saint-Ouen (délibération 2020 38)

Conformément à l'article 2-2 des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, et notamment en termes de compétence optionnelle, le Syndicat a également pour objet l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de vélos en libre-service dénommé « Velib' ».

La Ville de Paris ayant accordé au Syndicat mixte une licence d'exploitation gratuite de la marque « Velib' », le Syndicat mixte exerce cette compétence, en lieu et place de ses membres qui lui en font la demande.

Le Conseil municipal de la commune de Saint-Ouen, par délibération du 29 septembre 2020 a décidé de transférer la compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'.

Au 11 décembre 2020, les collectivités et les établissements publics adhérents à l'option Velib' du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole sont :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alfortville</li> <li>- Arcueil</li> <li>- Argenteuil</li> <li>- Asnières-sur-Seine</li> <li>- Aubervilliers</li> <li>- Aulnay-sous-Bois</li> <li>- Bagneux</li> <li>- Bagnolet</li> <li>- Bois Colombes</li> <li>- Bondy</li> <li>- Bourg-la-Reine</li> <li>- Bry-sur-Marne</li> <li>- Cachan</li> <li>- Champigny-sur-Marne</li> <li>- Charenton-le-Pont</li> <li>- Choisy-le-Roi</li> <li>- Clamart</li> <li>- Clichy-la-Garenne</li> <li>- Colombes</li> <li>- Courbevoie</li> <li>- Fontenay-aux-Roses</li> <li>- Fontenay-sous-Bois</li> <li>- Gennevilliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Lilas</li> <li>- Levallois-Perret</li> <li>- Maisons-Alfort</li> <li>- Malakoff</li> <li>- Montreuil</li> <li>- Montrouge</li> <li>- Nanterre</li> <li>- Neuilly-sur-Seine</li> <li>- Nogent-sur-Marne</li> <li>- Noisy-Le-Sec</li> <li>- Pantin</li> <li>- Paris</li> <li>- Puteaux</li> <li>- Romainville</li> <li>- Rueil-Malmaison</li> <li>- Saint-Cloud</li> <li>- Saint-Denis</li> <li>- Saint-Mandé</li> <li>- Saint-Maur-des-Fossés</li> <li>- Saint-Maurice</li> <li>- Sceaux</li> <li>- Suresnes</li> <li>- Villejuif</li> </ul>
---	--

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gentilly</li> <li>- Ivry-Sur-Seine</li> <li>- Joinville-le-Pont</li> <li>- Juvisy-sur-Orge</li> <li>- La Garenne-colombes</li> <li>- Le Kremlin-Bicêtre</li> <li>- Le Plessis Trévisé</li> <li>- Le Pré Saint-Gervais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vincennes</li> <li>- Vitry-sur-Seine</li> <li>- Grand Paris Seine Ouest</li> <li>- Grand Paris Grand Est (sur les territoires de Livry-Gargan, Le Raincy, Rosny-sous-Bois)</li> <li>- Département du Val-de-Marne</li> <li>- La Métropole du Grand-Paris</li> </ul>
---	--

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Saint-Ouen du 29 septembre 2020 ;

Considérant que pour adhérer à l'option Velib', la collectivité doit transférer sa compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la Ville de Saint-Ouen au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

**Article 2 : APPROUVE** l'adhésion de la Ville de Saint-Ouen à l'option Velib'.

13. Donnant mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne pour procéder à la négociation d'un contrat groupe d'assurance statutaire (délibération 2020 39)

Le président rappelle aux membres que par délibération du 19 décembre 2013, le comité avait autorisé l'adhésion du contrat d'assurance statutaire conclu avec le Centre de Gestion de la Petite Couronne auprès de CNP-Assurances pour l'ensemble de ses agents du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2017.

Un nouveau contrat avait été signé le 30 janvier 2018 pour une nouvelle durée de 4 ans.

Le président indique que le contrat d'assurance des risques statutaires souscrit par le Centre de gestion de la Petite Couronne arrivera à son terme le 31 décembre 2021. Le CIG va d'une part, engager, conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics, la procédure de mise en concurrence pour un nouveau contrat qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022 garantissant les collectivités territoriales et établissements publics adhérents contre les risques financiers découlant de leurs obligations statutaires (maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, accident de service...) et d'autre part qu'il est nécessaire de mettre en place une procédure de marché public afin de souscrire des contrats d'assurance couvrant ces risques.

Outre le respect des règles de la commande publique, cette démarche permet une mutualisation des risques et ainsi d'obtenir des taux et garanties financières attractifs.

Dans ces conditions, il apparaît intéressant pour le Syndicat de se rallier à la mise en concurrence effectuée par le Centre de Gestion de la Petite Couronne.

A cet effet, il est nécessaire que le Syndicat délibère afin de donner mandat au Centre de Gestion de la Petite Couronne afin de négocier, pour son compte, des contrats groupe d'assurance statutaire auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

A l'issue de la consultation, le Syndicat gardera, au vu des conditions proposées, la faculté d'adhérer ou non.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 modifiée pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Considérant la nécessité de passer des contrats d'assurance statutaire ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité,**

**Article 1 : DE CHARGER** le Centre de gestion de la Petite Couronne de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

**Article 2 : DIT** que ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Décès, Accident de service, Maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité / Paternité / Adoption, disponibilité d'office, invalidité,
- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Accident du travail, Maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Maladie grave, Maternité / Paternité / Adoption.

**Article 3 : DIT** que ces contrats devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : 3 ou 4 années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- Régime du contrat : capitalisation.

**Article 4 : PRECISE** que la décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

14. Mise en œuvre du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel et du Complément Indemnitare (RIFSEEP : I.F.S.E. et C.I.A) pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux de la filière technique (délibération 2020 40)

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié a instauré dans la fonction publique de l'Etat un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) qui a vocation à remplacer les autres régimes indemnitaires et à devenir le nouveau dispositif indemnitaire. Il est transposable à la fonction publique territoriale sous réserve de respecter certains préalables.

En application du principe de parité, il doit faire l'objet d'une transposition aux cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale dont les corps de l'Etat ont été reconnus comme équivalents.

Le 12 avril 2017, le Comité syndical a approuvé la délibération 2017 30 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP pour les cadres d'emplois des administrateurs, des attachés, des rédacteurs et des adjoints administratifs territoriaux.

Le 19 septembre 2019, le Comité syndical a approuvé la délibération 2019 23 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP pour les cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux et des ingénieurs en chef territoriaux.

L'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application du RIFSEEP aux agents du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur permet la transposition de ce dernier au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

La réflexion menée par le Syndicat a donc été axée de la même manière que pour les cadres d'emplois de la filière administrative, de la filière technique pour les cadres d'emplois d'adjoints techniques et ingénieurs en chef territoriaux, pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux éligibles au dispositif.

Cette refonte s'opère à budget constant et l'ensemble des grades de ce cadre d'emplois sera à prendre en compte.

Ainsi, il est proposé de l'instituer de la manière suivante :

## **I – Mise en place de l'ISFE**

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), fixée selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions et tenant compte de l'expérience professionnelle,
- un complément indemnitaire annuel (C.I.A.), facultatif, versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir.

### **A - Bénéficiaires**

Le RIFSEEP est attribué aux :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

### **B - Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :**

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou à temps non complet.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

Critère professionnel 1	Critère professionnel 2	Critère professionnel 3
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
Définition	Définition	Définition
Tenir compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets.	Valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent	Contraintes particulières liées au poste : responsabilités prononcées, lieux d'affectation, ...

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

- **Catégorie A** (Arrêté du 26 décembre 2017 portant application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État).

Le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux est réparti en trois groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

- Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) :

Groupes de fonctions	Emplois correspondants	Montants annuels planchers	Montants annuels plafonds
Groupe 1	Directeur.trice d'au moins un service, autres emplois	0 €	40 290 €
Groupe 2	Responsable d'un service, chargé.e de projet, autres emplois	0 €	35 700 €
Groupe 3	Adjoint.e au responsable de service, fonction de coordination de pilotage, autres emplois	0 €	27 540 €

Chaque agent est classé dans le groupe de fonctions correspondant à son emploi.

### **C - Modulations individuelles de la part Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) :**

Le montant individuel de la part I.F.S.E. dépend du rattachement de l'emploi occupé à l'un des groupes de fonctions définis. Il peut être modulé par l'autorité territoriale selon le niveau de

responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions ou les sujétions particulières du poste ainsi que de l'expérience professionnelle acquise par l'agent.

L'attribution individuelle fait l'objet d'un arrêté de l'autorité territoriale.

#### **D - Périodicité du versement de l'I.F.S.E. :**

La part I.F.S.E. est versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

#### **E - La prise en compte de l'expérience professionnelle**

L'expérience professionnelle est prise en compte dans l'attribution de l'I.F.S.E.

Elle repose notamment sur :

- le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste,
- sa capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté (diffusion de son savoir à autrui, force de proposition dans un nouveau cadre, ...),
- les formations suivies (en distinguant celles liées au poste, les formations transversales, les formations de préparation aux concours et examens, ...),
- la connaissance de son environnement de travail (fonctionnement de l'établissement, relations avec des partenaires extérieurs, avec les élus, ...),
- l'approfondissement des savoirs techniques,
- la réalisation d'un travail exceptionnel,
- ...

L'expérience professionnelle est un critère individuel qui se traduit dans le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise qui sera attribué à l'agent selon un système de modulation non défini par les textes.

#### **F - Réexamen du montant individuel de l'I.F.S.E. :**

Le montant individuel attribué fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou de changement de grade à la suite d'une promotion.
- en l'absence de changement de fonctions, au moins tous les quatre ans, et au vu de l'expérience acquise par l'agent.
- pour les emplois fonctionnels, il sera tenu compte des dispositions statutaires correspondantes.

#### **G - Modalités de maintien ou de suppression en cas de congés :**

- Le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, maladie professionnelle y compris pour accident de service,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement,
- Le montant de la part I.F.S.E. est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie,
- En cas de temps partiel thérapeutique, le montant de la part I.F.S.E. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement.

#### **H - Règles de cumul**

L'I.F.S.E. est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. En revanche, elle demeure cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement....) ;
- la prime spéciale d'installation ;
- la prime de responsabilité ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- les dispositifs d'intéressement collectif ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes...).

## **I - Clause de revalorisation**

Les montants plafonds de l'I.F.S.E. évoluent dans les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

## **II.- Mise en place du complément indemnitaire (C.I.A.)**

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

### **A - Les bénéficiaires du complément indemnitaire annuel**

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet, temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

### **B - La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.A.**

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation définis par la délibération du 8 décembre 2016 afférente à l'entretien professionnel.

Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant individuel pouvant être versé à l'agent est compris entre 0 et 100% du montant maximal.

Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'évaluation professionnelle selon les modalités suivantes :

- La valeur professionnelle de l'agent,
- Son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- Son sens du service public,
- La réalisation des objectifs
- Sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,
- Le respect des délais d'exécution
- Ses compétences professionnelles et techniques
- Ses qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement en fonction de l'emploi
- La disponibilité et l'adaptabilité

Le cadre d'emplois repris ci-après est réparti en trois groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

- **Catégorie A** - Cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux :

<b>Groupes de fonctions</b>	<b>Emplois correspondants</b>	<b>Montants annuels planchers</b>	<b>Montants annuels plafonds</b>
Groupe 1	Directeur.trice d'au moins un service, autres emplois	0 €	7 110 €
Groupe 2	Responsable d'un service, chargé.e de projet, autres emplois	0 €	6 300 €
Groupe 3	Adjoint.e au responsable de service, fonction de coordination de pilotage, autres emplois	0 €	4 860 €

### **C - Modalités de maintien ou de suppression du C.I.A. en cas de congés :**

- Le montant de la part du C.I.A. est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congé de maladie ordinaire, maladie professionnelle y compris pour accident de service,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement,
- Le montant de la part du C.I.A. est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie,
- En cas de temps partiel thérapeutique, le montant de la part du C.I.A. suit le même sort que le traitement.

### **D - Périodicité de versement du C.I.A.**

Le montant du complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement mensuel, sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Il est proratisé en fonction du temps de travail.

### **E - Clause de revalorisation du C.I.A.**

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

## **III.- Les règles de cumul**

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA



- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...), tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat et la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application du RIFSEEP aux agents du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique relatif à la mise en place des critères liés à l'entretien professionnel pour les agents du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération n°2016 39 du 8 décembre 2016 relative à la mise en place de l'entretien professionnel ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique dans sa séance du 10 septembre 2020 ;

Vu le budget du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole ;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) comprenant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), et le complément indemnitaire (C.I.A.), applicable aux agents relevant de la filière technique pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;

### **Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1 : DÉCIDE** d'instaurer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) comprenant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.), et le complément indemnitaire (C.I.A.), aux agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et dans les conditions susmentionnées.

**Article 2 : AUTORISE** le Président à fixer, dans ce cadre, par arrêté individuel, le montant attribué à chaque agent au titre de l'I.F.S.E. et du C.I.A.

**Article 3 : DIT** que les dispositions de la présente délibération prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Article 4 : DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

## 15. Modification de l'attribution des titres restaurants au personnel du Syndicat (délibération 2020 41)

Par délibération 2013 38 du 18 novembre 2013, les membres ont adopté la mise en place des titres restaurant au personnel du Syndicat d'une valeur nominale de 8,50 euros et ont fixé leur attribution ainsi que la participation de l'employeur à 60 %.

Le Président indique que depuis cette date aucune augmentation n'avait été opérée au regard des différentes dispositions en matière d'exonérations fiscales et sociales. Il rappelle que depuis 2017, les collectivités peuvent librement et par délibération, fixer la nature et le montant des prestations qu'elles souhaitent accorder à leurs agents.

Les titres restaurant font l'objet d'un co-financement entre l'employeur et le personnel. Pour être exonérée de cotisations de sécurité sociale, la contribution patronale au financement de l'acquisition des titres restaurant doit respecter deux limites :

- être comprise entre 50 et 60 % de la valeur nominale du titre,
- ne pas excéder 5,55 euros au titre de l'année 2020 en application de l'article 81, 19° CGI.

Au delà de ces limites l'employeur ne peut plus bénéficier des exonérations fiscales et sociales.

Il est proposé de modifier le montant du titre restaurant pour le personnel du Syndicat qui le souhaite (titulaires, stagiaires, non titulaires) selon les modalités suivantes :

### Modalités d'attribution :

Les titres restaurant sont délivrés par jour travaillé. Les jours d'absences n'ouvrent pas droit à cet avantage (congrés annuels, RTT, maladie, maternité, etc.).

Les absences inférieures ou égales à une ½ journée ne seront pas décomptées.

### Valeur nominale du titre restaurant :

Il est proposé d'augmenter la valeur nominale du titre restaurant à : 9,00 euros.

Il est proposé de maintenir la participation égale à 60 %.

### Procédure

Un nombre théorique de titres restaurant sera attribué en début de chaque mois égal au nombre total de jours ouvrés de ce mois.

Toutefois, si au cours de ce mois, le nombre de jours travaillés est inférieur au nombre de titres remis en raison d'absence, le(s) titre(s) correspondant au(x) jour(s) non travaillé(s) seront déduits le mois suivant.

### Gestion des titres restaurant

Il est proposé de continuer de confier la gestion des titres restaurant au Groupe UpDéjeuner qui est une Société Coopérative et participative.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 de finance rectificative pour 2001 modifiant l'article 19 de l'ordonnance n°67-830 du 27 septembre 1967,

Vu la délibération 2013 038 du 18 novembre 2013 portant sur l'attribution de titres restaurant au personnel d'Autolib' Métropole,

Vu le budget primitif du Syndicat,

Considérant que le personnel du Syndicat choisit entre bénéficier de la convention passée avec l'ASPP ou l'obtention de titres restaurant sans que les deux ne soient cumulables,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités d'attribution des titres restaurant,

**Le Comité Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : DECIDE** d'augmenter pour le personnel du Syndicat qui le souhaite (titulaires, stagiaires, non titulaires, apprentis), à partir du premier jour travaillé, des titres restaurant selon les modalités suivantes :

Les titres restaurant sont délivrés par jour travaillé. Les jours d'absence quel qu'en soit le motif (congrés annuels, RTT, maladie, maternité, etc.) n'ouvrent pas droit à cet avantage. La participation des agents s'effectuera directement par une retenue sur le salaire.

**Article 2 : FIXE**, la valeur nominale du titre à 9,00 €, avec une participation :

- de 60 % soit 5,40 €, pour le Syndicat
- de 40 % soit 3,60 €, pour l'agent

**Article 3 : AUTORISE**, de continuer de confier la gestion de ces titres restaurant à la société « Groupe UpDéjeuner ».

**Article 4 : DECIDE**, que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

*L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h00.*

Le Président,

Sylvain Raifaud